

1984, chapitre 61
**LOI MODIFIANT LA CHARTE
DE LA VILLE DE QUÉBEC**

Projet de loi 216

présenté par M. Raymond Brouillet, député de Chauveau

Présenté le 18 octobre 1984

Principe adopté le 8 juin 1984

Adopté le 8 juin 1984

Sanctionné le 12 juin 1984

Entrée en vigueur: le 12 juin 1984

Loi modifiée:

Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)



CHAPITRE 61

Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec

[Sanctionnée le 12 juin 1984]

Préambule ATTENDU que la ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1929, c. 95,
a. 4, mod. **1.** L'article 4 de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95), modifié par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'arrêté en conseil numéro 3653-78 adopté le 30 novembre 1978 en vertu de l'article 2 de la Loi des cités et villes, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Pouvoirs « La corporation a et aura succession perpétuelle; elle a un sceau commun et possède le pouvoir de le rompre, changer et altérer à volonté; elle peut citer et ester en justice, répondre et se défendre devant toutes les cours de loi et équité et ailleurs, dans toutes espèces d'actions, causes et matières quelconques; elle peut acquérir pour les fins de sa compétence des biens meubles ou immeubles, par achat, donation, legs ou autrement et elle peut les vendre, aliéner, échanger, céder et transmettre quand elle n'en a plus besoin; enfin, elle peut passer des contrats; donner et recevoir des billets, obligations ou autres instruments ou cautionnements, pour le paiement de tout emprunt ou prêt d'argent, ou pour l'accomplissement de tout devoir, matière ou chose quelconque, tel que ci-dessous prescrit.

Donation de biens La corporation peut également donner ses biens meubles et immeubles quand elle n'en a plus besoin; toutefois, dans le cas des biens immeubles, l'autorisation du ministre des Affaires municipales est requise. ».

1929, c.95,
a.15f, aj.

2. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 15e, du suivant:

Majoration
des pensions

« **15f.** À compter du 1^{er} janvier 1984, les pensions versées en vertu des articles 15a et 15b sont majorées de 100% pour celles devenues exigibles avant le 31 décembre 1969 et de 50% pour celles devenues exigibles après cette date. ».

1929, c. 95,
a. 159a,
mod.

3. L'article 159a de cette charte, édicté par l'article 49 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 3 du chapitre 80 des lois de 1973 et par l'article 8 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

« c) adopter les règlements et les résolutions relatifs aux acquisitions d'immeubles, exécutions de travaux ou opérations entraînant des dépenses de nature capitale, ordonner qu'elles seront payées à même les fonds généraux non encore affectés ou, par règlement, autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer; ».

1929, c. 95,
a. 160, mod.

4. L'article 160 de cette charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Destitution

« Les employés de la ville qui sont nommés par le comité exécutif peuvent être destitués par ce comité. ».

1929, c. 95,
a. 162, mod.

5. L'article 162 de cette charte, remplacé par l'article 6 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié par le retranchement du deuxième alinéa.

1929, c.95,
a.173b,
mod.

6. L'article 173b de cette charte, édicté par l'article 8 du chapitre 70 des lois de 1950-1951 et remplacé par l'article 53 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié par le remplacement du paragraphe b par le suivant:

« b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur tous les fonctionnaires et employés de la ville à l'exception du vérificateur; à l'égard d'un fonctionnaire ou employé dont les fonctions sont prévues par la loi, l'autorité du directeur général n'est exercée que dans le cadre de son rôle de gestionnaire des ressources humaines, matérielles et financières de la ville et ne peut avoir pour effet d'entraver l'exercice de ces fonctions prévues par la loi. ».

1929, c. 95,
a. 174, mod.

7. L'article 174 de cette charte est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Approbaton
et signature
du maire

« **174.** Tous règlements, résolutions, ou contrats approuvés par le conseil, doivent être présentés, par le greffier, au maire, pour

approbation et signature, ou, s'il s'agit de contrats, pour signature, à la personne désignée en vertu des dispositions du paragraphe 16 de l'article 185, dans les plus brefs délais après leur approbation.

Approbation
et signature
du maire

Si les personnes désignées en vertu des dispositions du paragraphe 16 de l'article 185, à qui un document a été transmis pour signature, refusent ou négligent de le faire dans les quatre-vingt-seize heures suivant la date à laquelle il leur a été transmis par le greffier, celui-ci doit remettre ce document sans délai au maire pour approbation et signature.

Objections

Si le maire, dans les quatre-vingt-seize heures suivant la date à laquelle tout document lui est remis pour approbation refuse de les approuver et de les signer, il doit les remettre, avec ses objections par écrit, au greffier qui les soumet de nouveau à la considération du conseil, à la séance suivante, comme matière d'urgence et de privilège. ».

1929, c. 95,
a. 185, mod.

8. L'article 185 de cette charte, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 12 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 10 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 2 du chapitre 22 des lois de 1979 et par l'article 11 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *f* du paragraphe 7 par le suivant:

« *f*) tout rapport se rapportant à l'échange ou la cession par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède deux ans; »;

2° par le remplacement des paragraphes 9 et 10 par les suivants:

Budget et
projets de
règlements

« 9. Après avoir tenu compte de l'estimation des revenus de la ville et après avoir étudié les estimations des dépenses soumises par les directeurs de services ainsi que leurs rapports et suggestions, tels que présentés par le directeur général, le comité exécutif prépare et soumet au conseil le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et soumettre au conseil les projets de règlement et de résolution imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu des autres revenus de la ville.

Budget auto-
matiquement
en vigueur

« 10. Si le conseil n'adopte pas, avant le trente et un décembre de chaque année, le budget, les règlements et les résolutions qui s'y rapportent, soumis par le comité exécutif, ils deviennent automatiquement en vigueur à compter de cette date. »;

3° par le remplacement des paragraphes 13 et 14 par les suivants:

Contrat de
50 000 \$ ou
plus

« 13. Le comité exécutif peut consentir, sans l'autorisation du conseil, tout contrat entraînant une dépense n'excédant pas 50 000 \$; si la dépense excède 50 000 \$, l'autorisation du conseil est requise; cependant l'article 573.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) s'appliquent pour les dépenses supérieures à 5 000 \$ mais n'excédant pas 50 000 \$.

Demandes
conjointes

« 14. Le comité exécutif est autorisé à procéder conjointement avec d'autres organismes publics à des demandes de soumission. »;

4° par l'addition, au paragraphe 16, de l'alinéa suivant:

Signature
des contrats
ou
documents

« Le comité exécutif peut autoriser sur proposition du président du comité, généralement ou spécialement, tout directeur de service ou tout autre fonctionnaire qu'il désigne, à signer les contrats ou documents dont il détermine la nature, à l'exclusion des règlements et résolutions; »;

5° par le remplacement du paragraphe 17 par le suivant:

Travaux en
régie

« 17. Le comité exécutif peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas 50 000 \$; cependant, le conseil peut autoriser le comité exécutif à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède 50 000 \$. »;

6° par le remplacement du paragraphe 23 par le suivant:

Suspension
de la déli-
vrance d'un
permis

« 23. La délivrance de tout permis non conforme à un projet de modification d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction, est suspendue dès l'adoption d'une résolution par le comité exécutif demandant au service approprié de préparer une telle modification, sauf si le comité exécutif en a décidé autrement de façon expresse et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif demandant la préparation d'une telle modification et la date de la décision finale du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder cent soixante jours. »;

7° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

Cession
d'un bien
meuble ou
immeuble

« 28. Le comité exécutif peut, sur rapport du directeur général ou du directeur du service intéressé, accompagné d'un rapport du trésorier quant à leur valeur, donner, vendre, aliéner, céder ou transmettre, de la façon qu'il détermine, tout bien meuble ou immeuble dont la valeur n'excède pas 10 000 \$. ».

1929, c. 95,
a. 191, aj.

10. Cette charte est modifiée par l'addition, après le titre de la section XXI, de l'article suivant:

Acquisition
sans sou-
mission

« **191.** Malgré les article 573 et 573.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la ville peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales et sans être tenu de demander des soumissions, négocier un contrat pour l'acquisition d'appareils d'éclairage ou de signalisation, d'enseignes et de leurs supports, de bancs, de poubelles ou d'autres éléments du mobilier urbain devant être installés à l'intérieur de l'arrondissement historique de Québec ou d'une aire de protection au sens de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4).

Conditions
du contrat

Le ministre peut, en donnant son autorisation, imposer des conditions quant au contrat, au cocontractant ou à la façon de le choisir.

Projet de
contrat

La ville doit soumettre au ministre le projet de contrat qu'elle a négocié à la suite de l'autorisation.

Approbation

Si le ministre approuve le projet, la ville peut conclure le contrat. Celui-ci ne requiert aucune autre approbation. ».

1929, c. 95,
a. 244, aj.

11. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 243, du suivant:

Fixation des
prix

« **244.** Le comité exécutif est autorisé à fixer le prix de vente ou de location des biens ou des services fournis par la ville. ».

1929, c. 95,
a. 250, aj.

12. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 249, du suivant:

Chèque sans
provision

« **250.** Lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la ville et que le paiement en est refusé par l'institution financière sur laquelle l'effet est tiré, des frais d'administration peuvent être imputés par la ville au débiteur selon un tarif que fixe le comité exécutif. ».

1929, c. 95,
a. 265, mod.

13. L'article 265 de cette charte, modifié par l'article 452 du chapitre 72 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Enregistre-
ment de pri-
vilège non
requis

« Ce privilège n'a pas besoin d'être enregistré; quant aux immeubles, il ne concerne que ceux sur lesquels ou à l'égard desquels ces cotisations, taxes, droits ou autres redevances municipales ont été imposés; quant aux meubles et effets mobiliers, ce privilège ne s'étend qu'aux meubles et effets possédés par le débiteur ou se trouvant dans les limites de la ville, sauf le cas où le débiteur les a transportés hors les limites de la ville.

Privilèges
sur
immeubles

Lorsqu'elles sont à la charge du propriétaire, les taxes spéciales, compensations, charges, frais, coûts ou autres dépenses encourues par la ville pour le service de la fourniture de l'eau au compteur, par contrat ou autrement et pour la fourniture des services spéciaux et supplémentaires d'enlèvement des ordures, sont privilégiés sur les immeubles à l'égard desquels les services sont rendus, comme les taxes foncières, et recouvrables de la même manière. ».

1929, c. 95,
a. 272a,
mod.

14. L'article 272a de cette charte, édicté par l'article 3 du chapitre 87 des lois de 1968, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Taxes scolaires
perçues
par la ville

« Malgré toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale, les taxes scolaires dues à la Commission des écoles catholiques de Québec doivent être perçues et recouvrées par la ville; les dates d'échéance et de perception, les modalités de recouvrement et de perception de ces taxes, les frais de perception ainsi que le taux ou le montant de la retenue à être faite pour compenser les pertes par non recouvrement sont fixés par le conseil, après entente avec la Commission; à défaut d'entente, ils sont fixés par la Commission municipale du Québec. ».

1929, c. 95,
a. 286, mod.

15. L'article 286 de cette charte, remplacé par l'article 21 du chapitre 68 des lois de 1970 et modifié par l'article 11 du chapitre 22 des lois de 1979, est modifié:

1° par le remplacement, à la deuxième ligne, du mot « vingt » par les mots « trente et un »;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) à une réserve pour pertes sur la perception de l'imposition équivalente à au moins un demi de un pour cent de l'imposition de l'année; ».

1929, c. 95,
a. 287, mod.

16. L'article 287 de cette charte, remplacé par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1953-1954 et modifié par l'article 9 du chapitre 97 des lois de 1974 ainsi que par l'article 12 du chapitre 22 des lois de 1979, est modifié par le remplacement des premier, deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Imposition
de taxe

« **287.** Le conseil, avant le trente et un décembre de chaque année, doit imposer une taxe qui, en sus des autres revenus de la ville, sera suffisante pour rencontrer les dépenses prévues par le budget pour l'exercice financier suivant.

Paiement
prohibé

Dans aucun cas, le conseil ou le comité exécutif ne peut autoriser des dépenses ou le paiement d'une dette pour un montant plus élevé que celui qui est prévu par le budget ou qui ne peuvent être payés à

même un excédent des revenus sur les dépenses ayant fait l'objet d'un certificat de disponibilité émis par le trésorier et déposé au conseil et il est défendu, sous les peines édictées par la présente charte, au trésorier, au vérificateur, au maire ou à un membre quelconque du conseil, d'autoriser, de permettre ou de faire un tel paiement.

Taxe
spéciale

Dans le cas où, au cours d'un exercice financier, un crédit est excédé ou une dette imprévue doit être payée, ce paiement peut également être effectué s'il est autorisé par le conseil qui impose en même temps une taxe spéciale pour y satisfaire. Cette taxe doit être ajoutée au rôle de cotisation le plus rapproché et être perçue en même temps. ».

1929, c. 95,
a. 288,
remp.

17. L'article 288 de cette charte, remplacé par l'article 13 du chapitre 22 des lois de 1979, est remplacé par le suivant :

Délai
prolongé

« **288.** Si les sommes qui doivent être votées et les taxes qui doivent être imposées conformément aux articles 286 et 287 respectivement n'ont point été votées ou imposées, selon le cas, avant le trente et un décembre, elles peuvent l'être après cette date et les règlements nécessaires peuvent aussi être adoptés après ce jour. ».

1929, c. 95,
a. 289,
mod.

18. L'article 289 de cette charte, édicté par l'article 16 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

Excédent

« Le conseil peut également affecter, pour les fins qu'il détermine, après l'expiration d'un exercice financier mais avant que le relevé des revenus et dépenses de cet exercice ne soit établi par le trésorier conformément à l'article 287, tout excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice financier terminé, ayant fait l'objet d'un certificat de disponibilité émis par le trésorier et déposé au conseil. ».

1929, c. 95,
aa. 304 à
308, remp.

19. Les articles 304 à 308 de cette charte, édictés par l'article 20 du chapitre 42 des lois de 1982, sont remplacés par les suivants :

Subvention à
la construc-
tion et
recons-
truction

« **304.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, adopter un programme d'intervention ou de revitalisation prévoyant notamment que la ville accorde une subvention pour la construction, la reconstruction, la rénovation, la transformation, la restauration, l'agrandissement, la relocalisation, le déblaiement, l'aménagement, le réaménagement ou la démolition de tout immeuble.

Montant

Le montant de cette subvention ne doit, en aucun cas, excéder soixante-quinze pour cent du coût réel des travaux.

Subvention à
la rénovation
ou restaura-
tion

« **305.** Le conseil peut, par résolution, autoriser le versement d'une subvention au propriétaire d'un immeuble partiellement ou totalement incendié, délabré, abandonné ou vacant qui désire entreprendre un projet

de rénovation, de restauration, de réaménagement ou de reconstruction de cet immeuble. Le montant maximum de cette subvention ne peut dépasser le coût réel des travaux.

Application « **306.** Les articles 304 et 305 s'appliquent malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15).

Catégories établies par le conseil « **307.** Aux fins de l'article 304, le conseil peut établir des catégories parmi les immeubles qui y sont visés.

Conditions Il peut décréter que la subvention n'est accordée qu'à l'égard d'une ou de plusieurs de ces catégories mais non de toutes. Il peut établir des conditions différentes selon les catégories.

Secteurs visés Il peut également se prévaloir des deux premiers alinéas d'une façon différente selon les secteurs de la ville qu'il détermine en vertu de l'article 304. ».

1929, c. 95,
a. 325,
remp. **20.** L'article 325 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 42 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Signature du maire « **325.** Le fac-similé de la signature du maire peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les billets, obligations ou bons et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Signature du trésorier Le fac-similé de la signature du trésorier peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons attachés aux bons ou obligations émis par la ville et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée. ».

1929, c. 95,
a. 333,
mod. **21.** L'article 333 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« e) pour prêter aux personnes ou organismes à qui la ville est autorisée à prêter. ».

22. L'article 336 de cette charte est modifié:

1929, c. 95,
a. 336, mod. 1° par l'addition, au paragraphe 31°, des alinéas suivants:

Application « Un règlement adopté en vertu du présent paragraphe peut ne s'appliquer que dans un secteur de la ville déterminé par le conseil. Les prescriptions du règlement peuvent différer selon les secteurs de la ville et les catégories d'animaux déterminés par le conseil.

Primauté d'un règlement Un règlement adopté en vertu du présent paragraphe prime une disposition inconciliable de la présente loi ou de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2); »;

2° par l'addition, après le paragraphe 31°, du suivant:

Véhicules à
traction
animale

« 31° *a*. Pour réglementer la circulation des animaux ou de certains d'entre eux et des véhicules à traction animale ou de certains d'entre eux dans les rues, ruelles, parcs ou places publiques de la ville et pour prescrire l'identification des animaux ou de certains d'entre eux et des véhicules à traction animale ou de certains d'entre eux de la manière approuvée par le comité exécutif; »;

3° par le remplacement des paragraphes 42°, 42° *a* et 42° *b*, par les suivants:

Réglemen-
tation

« 42° Pour réglementer de façon à:

1- interdire tout projet de construction, de transformation, d'agrandissement ou d'addition de bâtiments sans l'obtention d'un permis de construction;

2- interdire tout projet de changement d'usage ou de destination d'un immeuble ainsi que toute opération visée aux paragraphes 10 et 11 du paragraphe 42° *a* sans l'obtention d'un certificat d'autorisation;

3- interdire l'occupation d'un immeuble nouvellement érigé ou modifié ou dont on a changé la destination ou l'usage sans l'obtention d'un certificat d'occupation;

4- interdire toute opération cadastrale sans l'obtention d'un permis de lotissement;

5- prescrire les plans et documents qui doivent être soumis par le requérant à l'appui de sa demande de permis ou de certificat;

6- établir un tarif d'honoraires pour l'émission des permis et des certificats, ou d'une catégorie d'entre eux établie suivant le type de construction ou d'usage projeté;

7- désigner un fonctionnaire municipal responsable de l'émission des permis et certificats;

8- fixer des amendes minimales plus élevées lorsque celui qui fait défaut d'obtenir les permis prescrits en vertu du présent paragraphe est une personne, société, corporation ou coopérative dont la principale occupation est la réalisation de travaux qui nécessitent l'obtention d'un permis de construction;

9- empêcher ou suspendre l'érection ou la démolition de construction ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toutes constructions érigées en contravention de ces règlements; et

10- émettre les certificats d'occupation mentionnés au sous-paragraphe 3 pour des logements ou des pièces destinés à l'habitation dont la hauteur est inférieure à 2,40 mètres ou dont le total de la superficie vitrée des fenêtres d'une pièce n'atteint pas dix pour cent de la superficie de la pièce ou qui ne rencontrent pas les prescriptions des codes ou règlements de construction applicables, pourvu que, de l'avis de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec, ces logements ou ces pièces soient aménagés de façon à ce que la santé et la sécurité des occupants soient assurées.

Le présent sous-paragraphe ne s'applique pas aux immeubles construits ou transformés après le 25 mai 1984 ou aux parties d'immeubles transformées ou ajoutées après cette date, si ces immeubles constituent un édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3);

Règlement
de zonage

« 42° a. Pour adopter un règlement de zonage pour l'ensemble ou partie de son territoire. Ce règlement peut contenir des dispositions portant sur un ou plusieurs des objets suivants:

1- pour fins de réglementation, classifier les constructions et les usages et, selon un plan qui fait partie intégrante du règlement, diviser le territoire de la municipalité en zones;

2- spécifier, pour chaque zone, les constructions ou les usages qui sont autorisés et ceux qui sont prohibés, y compris les usages et édifices publics;

3- spécifier l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions ou entre les usages différents sur des lots adjacents et situés dans des zones contiguës et l'utilisation et l'aménagement de cet espace libre;

4- spécifier, pour chaque zone, les dimensions et le volume des constructions, l'aire des planchers et la superficie des constructions au sol; la superficie totale de plancher d'un bâtiment par rapport à la superficie totale du lot; la longueur, la largeur et la superficie des espaces qui doivent être laissés libres entre les constructions sur un même terrain, l'utilisation et l'aménagement de ces espaces libres, la densité d'occupation du sol; l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes de rues et les lignes de terrains; le recul des bâtiments; l'architecture, la symétrie et l'apparence extérieure des constructions; le mode de groupement d'un ensemble de constructions sur un terrain; les matériaux de revêtement des constructions;

5- spécifier, pour chaque zone, la proportion du terrain qui peut être occupée par une construction ou un usage;

6- définir le niveau d'un terrain par rapport aux voies de circulation;

7- déterminer et régir l'endroit où doit se faire l'accès des véhicules au terrain;

8- prescrire, pour chaque zone ou chaque usage ou combinaison d'usages, l'espace qui, sur les lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules ou pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) se servant de fauteuils roulants et la manière d'aménager cet espace; établir des normes de stationnement à l'intérieur ou à l'extérieur des édifices;

9- régir ou restreindre, par zone, la division ou la subdivision d'un logement;

10- régir ou prohiber, par zone, l'excavation du sol, le déplacement d'humus, la plantation et l'abattage d'arbres et tous travaux de déblai ou de remblai; obliger tout propriétaire à garnir son terrain de gazon, d'arbustes ou d'arbres;

11- régir ou restreindre, par zone, le déplacement, l'usage, la réparation ou la démolition d'une construction; exiger, en cas de déplacement d'une construction, le dépôt en garantie d'un montant estimé provisoirement suffisant en vue d'assurer la compensation des déboursés ou des dommages pouvant être encourus par la municipalité en raison de ce déplacement; dans le cas de démolition, sous réserve des articles 412.1 à 412.26 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), le certificat d'autorisation peut être refusé tant et aussi longtemps que n'auront pas été fournis les plans de réutilisation du sol accompagnés d'une garantie d'exécution de ces plans n'excédant pas la valeur des immeubles inscrits au rôle;

12- régir ou restreindre, par zone, l'emplacement, la hauteur et l'entretien des clôtures, des murets, des haies, des arbustes et des arbres;

13- régir ou prohiber, par zone, la construction ou certains ouvrages, compte tenu soit de la topographie du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, toute prohibition faite en vertu du présent paragraphe pouvant être totale ou ne viser que certaines catégories d'immeubles déterminées par le conseil;

14- régir ou prohiber par zone l'emplacement et l'implantation des maisons mobiles et des roulottes;

15- régir les constructions et les usages dérogatoires protégés par les droits acquis:

a) en exigeant que cesse un usage dérogatoire protégé par droits acquis si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période de temps définie par le conseil et qui doit être raisonnable compte tenu de la nature de l'usage mais qui dans aucun cas ne doit être inférieure à six mois;

b) en stipulant qu'un usage ou construction dérogatoire protégé par droits acquis ne peut être remplacé par un autre usage ou construction dérogatoire;

c) en interdisant l'extension ou la modification d'un usage ou d'une construction dérogatoire protégé par droits acquis ou en établissant les conditions en vertu desquelles un usage ou une construction dérogatoire protégé par droits acquis peut être étendu ou modifié;

16- régir, par zone, les conditions particulières d'implantation applicables aux constructions et usages sur les lots dérogatoires au règlement de lotissement et protégés par des droits acquis;

17- permettre, par zone, des groupes de constructions et d'usages d'une classification déterminée et prévoir les dispositions spécifiques applicables;

18- à l'intérieur de certaines zones où les usages résidentiels et non-résidentiels sont permis, régir, restreindre ou prohiber le changement d'un usage résidentiel à un usage non-résidentiel autrement permis dans la zone; et

19- déterminer, par zone, les usages permis dans toute partie d'une construction;

Règlement
de cons-
truction

« 42° b. Pour adopter un règlement de construction pour l'ensemble ou une partie de son territoire. Ce règlement de construction peut contenir des dispositions sur un ou plusieurs des objets suivants:

1- réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler;

2- établir des normes de résistance, de salubrité et de sécurité ou d'isolation de toute construction;

3- ordonner que la reconstruction ou la réfection de tout bâtiment détruit ou devenu dangereux ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur portée au rôle d'évaluation par suite d'un incendie ou de quelque autre cause soit effectuée en conformité avec les règlements en vigueur au moment de cette reconstruction ou réfection;

4- le conseil peut décréter dans le règlement de construction que tout ou partie d'un recueil de normes de construction déjà existant

constitue tout ou partie du règlement. Il peut prévoir que les amendements apportés à ce recueil ou à sa partie pertinente après l'entrée en vigueur du règlement font également partie de celui-ci, sans qu'il doive adopter un règlement pour décréter l'application de chaque amendement ainsi apporté. Un tel amendement entre en vigueur dans la municipalité à la date que le conseil détermine par résolution. Le greffier publie un avis de l'adoption de cette résolution dans un journal français publié dans la ville. Le recueil ou la partie de celui-ci qui est applicable est joint au règlement et en fait partie;

Règlement
de lotis-
sement

« 42° c. Pour adopter un règlement de lotissement pour l'ensemble ou partie de son territoire. Ce règlement de lotissement peut contenir des dispositions sur un ou plusieurs des objets suivants:

1- spécifier, pour chaque zone prévue au règlement de zonage, la superficie et les dimensions des lots ou des terrains par catégorie de constructions ou d'usages et identifier le caractère public ou privé des voies de circulation;

2- prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues et ruelles, publiques ou privées, doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et leur largeur;

3- prescrire la superficie minimale et les dimensions minimales des lots lors d'une opération cadastrale, compte tenu soit de la nature du sol, soit de la proximité d'un ouvrage public, soit de l'existence ou, selon le cas, de l'absence d'installations septiques ou d'un service d'aqueduc ou d'égout sanitaire;

4- régir ou prohiber, par zone, une opération cadastrale, compte tenu soit de la topographie du terrain, soit de la proximité d'un cours d'eau ou d'un lac, soit des dangers d'inondation, d'éboulis, de glissement de terrain ou d'autres cataclysmes, toute prohibition faite en vertu du présent paragraphe pouvant être totale ou ne viser que certaines catégories d'immeubles que détermine le règlement;

5- prohiber toute opération cadastrale ou une catégorie d'opérations cadastrales relatives aux rues, ruelles, sentiers de piétons ou places publiques et à leur emplacement qui ne concorde pas avec les normes de dimension prévues au règlement de lotissement et le tracé projeté des voies de circulation prévues au plan d'urbanisme et obliger les propriétaires des rues, ruelles et sentiers de piétons prévus à indiquer, de la manière stipulée par le conseil, leur caractère de voies privées;

6- exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, l'engagement du propriétaire à céder l'assiette des voies de circulation ou une catégorie de celles-ci montrées sur le plan et destinées à être publiques, ou la cession de ces assiettes;

7- exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, que soient indiquées sur un plan annexé montrant les lots en faisant l'objet, les servitudes existantes ou requises pour le passage d'installations de transport d'énergie et de transmission des communications;

8- exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, dans tout ou partie de son territoire, la présentation d'un projet de morcellement de terrain portant sur un territoire plus large que le terrain visé au plan et appartenant à celui qui demande l'approbation;

9- exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, que le propriétaire paie les taxes municipales qui sont exigibles et impayées à l'égard des immeubles compris dans le plan;

Arrondisse-
ment histori-
que de
Québec

« 42° d. Pour prescrire, sous réserve de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4), à l'intérieur de l'arrondissement historique de Québec ou à l'intérieur de toutes zones adjacentes déterminées par règlement du conseil, la superficie maximale de plancher ou de terrain pouvant être utilisée pour un usage ou pour un groupe d'usages défini par règlement et pour prohiber l'utilisation à ces fins de toute superficie de plancher ou de terrain au-delà de la superficie maximale prescrite par le règlement;

Unités de
station-
nement

« 42° e. 1- Pour exempter, par résolution, le propriétaire d'un bâtiment déjà construit ou celui qui projette de construire un bâtiment pour lequel des unités de stationnement doivent être fournies et maintenues de l'obligation de les fournir et de les maintenir, dans la mesure déterminée par le conseil dans chaque cas;

2- Cette résolution doit prévoir que l'exemption est accordée moyennant le paiement compensatoire d'une somme d'argent établi d'après une formule de calcul prescrite en vertu du sous-paragraphe 4;

3- Les sommes perçues en application du sous-paragraphe 2 sont comptabilisées en vue de leur affectation à l'établissement ou la construction de garage ou de parc public de stationnement ou encore à l'amélioration de la circulation piétonnière ou du transport en commun;

4- Pour déterminer, par résolution, les formules de calcul des compensations, ces formules pouvant varier selon les catégories d'unités ou selon la nature des usages devant s'implanter dans les bâtiments projetés;

5- Dans le cas d'une compensation dont le paiement n'est pas effectué au comptant, le greffier enregistre au bureau de la division d'enregistrement de Québec une copie certifiée de la résolution

accordant l'exemption sur l'immeuble visé par cette résolution. Cet enregistrement se fait par dépôt et mention en est faite à l'index des immeubles.

Charge Cet enregistrement constitue, jusqu'à concurrence du montant de la compensation fixé à la résolution, une charge privilégiée sur cet immeuble au même titre et selon le même rang qu'une taxe foncière;

Normes particulières de construction « 42° f. Pour prescrire, par règlement, des normes particulières de construction de bâtiments ou d'aménagement de terrains lorsque les bâtiments ou les terrains sont destinés à être occupés ou utilisés, en totalité ou en partie, par une catégorie de personnes déterminée en fonction de l'âge par règlement; pour prescrire par règlement que les bâtiments et les terrains construits ou aménagés conformément à ces normes ne peuvent être occupés ou utilisés que par les personnes appartenant à cette catégorie;

Usage de certains immeubles « 42° g. Pour permettre, par règlement, malgré les dispositions d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction, pour une période qui ne peut excéder cinq ans, dans les secteurs de la ville et aux conditions qu'il détermine, l'exercice d'un usage à l'égard d'un immeuble ou partie d'immeuble, même si cet usage n'est pas autorisé par les règlements en vigueur ou si l'immeuble ou la partie de l'immeuble n'est pas conforme aux prescriptions des règlements en vigueur, compte tenu de l'usage qui en est fait;

Espaces de stationnement « 42° h. Pour prohiber la location d'espaces de stationnement dont l'aménagement est prescrit par règlement pour desservir les usagers d'un immeuble à des personnes autres que les usagers de cet immeuble; »;

4° par le remplacement du paragraphe 43° b par le suivant:

Auvents, baldaquins et abris « 43° b. Pour réglementer ou prohiber, dans toute ou partie de la ville, la construction, l'installation permanente ou temporaire, la modification, l'entretien et le maintien d'auvents, de baldaquins, de dais, de lambrequins, de marquises et d'abris et de leurs structures ou de toutes constructions ou structures constituées partiellement ou totalement de toile ou de tout autre matériau souple ou semi-rigide.

Contravention Pour obliger, par règlement, tout propriétaire qui construit, installe ou modifie une telle construction ou une telle structure en contravention des règlements, à la rendre conforme ou à l'enlever et, à défaut, pour autoriser la ville à l'enlever aux frais du propriétaire et à en disposer.

Construction dérogatoire Pour obliger, par règlement, le propriétaire d'une telle construction ou d'une telle structure construite ou installée en conformité des règlements en vigueur à l'époque de leur construction ou de leur installation mais devenue dérogatoire à la suite de l'adoption de

règlements concernant ces constructions ou ces structures, à les rendre conformes ou à les enlever, sans indemnité, dans le délai fixé par le conseil. Ce délai ne doit pas être inférieur à quatre ans ni supérieur à sept ans de la date d'entrée en vigueur du règlement rendant ces constructions ou ces structures dérogatoires. Un tel règlement ne peut cependant ordonner de rendre conforme ou d'enlever une telle construction ou une telle structure avant le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-huit.

Structures
enlevées
par la ville

Pour prescrire que les constructions ou les structures qui n'ont pas été rendues conformes ou enlevées dans les délais fixés peuvent être enlevées par la ville, sans indemnité, après un avis écrit de deux mois donné à leur propriétaire.

Charge con-
tre la pro-
priété

Pour décréter que les frais d'enlèvement encourus par la ville constituent contre la propriété une charge assimilée à la taxe foncière, privilégiée au même rang et recouvrable de la même manière.

« pro-
priété »

Pour les fins du présent paragraphe, le mot « propriétaire » comprend le propriétaire, possesseur ou occupant d'un immeuble où est située une telle construction ou une telle structure; »;

5° par l'addition, après le paragraphe 44°, du suivant:

Travaux de
pavage et
d'aménage-
ment
paysager

« 44° a. Pour obliger le propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain utilisé comme stationnement, dans les parties de la ville visées par des programmes d'aide à la restauration, à l'amélioration ou à la rénovation de quartier, à paver ce terrain de stationnement ou à effectuer l'aménagement paysager lorsque ces travaux de pavage ou d'aménagement sont visés par des programmes d'aide défrayant au moins vingt-cinq pour cent de leur coût de réalisation; pour décréter que, dans le cas où le propriétaire, locataire ou occupant du terrain refuse ou néglige d'exécuter les travaux, la ville peut les exécuter et en recouvrer le coût, déduction faite des subventions prévues par les programmes d'aide, qui constitue, contre la propriété, une charge au même rang que la taxe foncière et recouvrable de la même manière; »;

6° par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 45° par le suivant:

Détecteur de
chaleur ou
de fumée

« 45° Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, de tout bâtiment ou de toute catégorie de bâtiment, à pourvoir ce bâtiment de détecteurs de chaleur ou de fumée, de système d'alarme, de gicleurs automatiques, d'extincteurs, de boyaux d'incendie ou d'autres équipements ou appareils destinés à avertir en cas d'incendie ou à éteindre ou combattre le feu, ainsi que d'équipements ou d'appareils de sauvetage en cas d'incendie; pour accorder une subvention, dans les secteurs de la ville

qu'il détermine ou pour certaines catégories de bâtiments, pour défrayer les coûts d'installation de tels appareils ou de tels équipements selon les conditions déterminées par règlement, les dites subventions pouvant être uniformes ou différentes dans les divers secteurs de la ville, en regard des diverses catégories de bâtiments ou en fonction d'une combinaison de ces critères de distinction; »;

7° par l'addition, après le paragraphe 45°, du suivant:

Système
d'alarme

«45°a. Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, de tout immeuble ou de toute catégorie d'immeubles, à pourvoir cet immeuble de tout élément de construction, appareil, dispositif, système d'alarme, mécanisme ou équipement destinés à assurer ou préserver la sécurité des biens ou la santé et la sécurité des personnes ou à prévenir le crime.

Maintien

Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, d'un immeuble dans ou sur lequel sont installés ces éléments de construction, appareil, dispositif, mécanisme ou équipement, à les maintenir constamment en parfait état de fonctionnement.

Subvention

Pour accorder une subvention, dans les secteurs de la ville qu'il détermine ou pour certaines catégories de bâtiments, pour défrayer les coûts d'installation de tels appareils, dispositifs, mécanismes ou équipements selon les conditions déterminées par règlement, lesdites subventions pouvant être uniformes ou différentes dans les divers secteurs de la ville en regard des diverses catégories de bâtiments ou en fonction d'une combinaison de ces critères de distinction; »;

8° par l'addition, après le paragraphe 49°b, du suivant:

Fumigation

«49°c. Pour exiger, par règlement, dans les cas où la ville constate la présence de rats, souris ou insectes nuisibles dans un immeuble, que le propriétaire ou l'occupant fasse procéder, sur l'ordre et selon les directives du service compétent, à une fumigation des lieux ou à toute autre opération de destruction de ces animaux et de désinfection des lieux dans un délai imparti, et rende compte au service des opérations effectuées; pour autoriser, par règlement, le directeur de ce service à vérifier la conformité de ces opérations aux directives; et pour prescrire, par règlement, qu'au cas de non conformité, de refus ou de défaut d'obtempérer, la ville fera elle-même procéder à ces opérations aux frais du propriétaire de l'immeuble. Tous les frais ainsi encourus par la ville constituent contre l'immeuble visé une charge assimilée à la taxe foncière, privilégiée au même rang et recouvrable de la même manière; »;

9° par l'addition, après le paragraphe 66°, du suivant:

Conditions
d'émission
de licences

« 67° Pour prescrire les conditions d'émission de licences et de permis; en limiter le nombre sauf quant aux permis émis en vertu d'un règlement édicté en vertu du paragraphe 42°; »;

10° par l'addition, après le paragraphe 74°, du suivant:

Placards

« 74° a. 1) autoriser ou réglementer la pose et la vente des placards, affiches ou annonces;

2) stipuler des exigences relatives aux lieux où il est permis ou interdit de les poser, faire poser ou maintenir;

3) exiger qu'une mention spécifique, identifiant les personnes qui les ont réalisés, ou pour le compte de qui ils ont été posés, maintenus, vendus ou réalisés, y apparaisse;

4) ordonner, au cas de dérogation au règlement, leur suppression et la remise en état des lieux, dans un délai imparti ou, à l'expiration de ce délai, autoriser la ville à procéder elle-même à la remise en état des lieux; »;

11° par l'abrogation du premier alinéa du paragraphe 96° a;

12° par le remplacement du paragraphe 118° par le suivant:

Système
d'alarme

« 118° Pour réglementer ou prohiber les systèmes d'alarme, certaines catégories d'entre eux ou les systèmes d'alarme ou certaines catégories d'entre eux qui sont installés dans certaines catégories de bâtiments ou d'établissements; pour exiger un permis aux conditions fixées par le conseil; pour imposer une amende ou réclamer le remboursement des frais encourus par elle dans les cas de défectuosité, de mauvais fonctionnement ou lorsque de tels systèmes sont déclenchés inutilement; pour définir dans quel cas une alarme est déclanchée inutilement; »;

13° par l'addition, à la fin du paragraphe 185°, de l'alinéa suivant:

Entente avec
organisme

« La ville est également autorisée à conclure des ententes avec toute personne ou organisme autorisant tels personne ou organisme à appliquer un règlement ou une partie de règlement adopté en vertu du présent paragraphe. À cette fin, les personnes ou organismes avec lesquels la ville conclue une entente et leurs employés, le cas échéant, sont réputés être des fonctionnaires municipaux; »;

14° par le remplacement du paragraphe 204° par le suivant:

Opération
cadastrale

« 204° Le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, à l'exception toutefois des annulations ou

des corrections, qu'il soit prévu ou non des tracés de rues, que le propriétaire cède à la ville, aux fins d'aménagement de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan, avec ou sans gradation tenant compte de la superficie du terrain visé, et situé à un lieu qui, de l'avis du comité exécutif, convient à l'établissement de parcs ou de terrains de jeux.

Cession
d'une super-
ficie de ter-
rain à la
ville

Le comité exécutif peut être autorisé par ce règlement à exiger du propriétaire, au lieu de la cession de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan avec ou sans gradation tenant compte de la superficie du terrain visé, malgré l'application de l'article 214 ou 217 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), multiplié par le facteur établi pour le rôle par le ministre en vertu de cette loi, ou encore, exiger du propriétaire une partie en terrain et une partie en argent. Le produit de ce paiement doit être affecté à un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés aux fins d'établissement de parcs et de terrains de jeux ainsi qu'à leur aménagement. La ville peut cependant, si ces terrains ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, les utiliser à d'autres fins ou en disposer à titre onéreux, le produit de l'aliénation devant être versé dans ce fonds spécial.

Cession de
terrain

Le comité exécutif est autorisé à accepter, au lieu et place de la cession de terrain ou du paiement mentionné précédemment, la cession d'un terrain, ailleurs dans la ville, d'une superficie ou d'une valeur équivalente.

Condition
préalable

Le conseil peut aussi exiger par règlement, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale à l'exception toutefois des annulations ou des corrections, que le propriétaire paie toute taxe exigible impayée, municipale ou scolaire, sur le terrain et les immeubles, le cas échéant, compris dans le plan; »;

15° par le remplacement du paragraphe 208° par le suivant:

Jeux de bou-
les et autres

« 208° Pour autoriser moyennant l'obtention d'un permis, réglementer ou prohiber, dans les zones déterminées, les jeux de boules (*pin ball machines*), de billard, de pool, de trou-madame, de quilles ou de bagatelle, les salles de tir, les jeux électroniques ou les salles de jeux électroniques, utilisés ou exploités à des fins commerciales ou de façon accessoire à un usage commercial; »;

16° par l'addition, après le paragraphe 208°, des suivants:

Artistes-
peintres,
portraitistes

« 209° Pour réglementer les artistes-peintres ou les portraitistes faisant affaires sur les rues de la ville, notamment, pour leur imposer des règles de conduite et de discipline, pour les assujettir à l'obligation

d'obtenir une licence ou un permis, selon le cas, pour limiter le nombre de ces licences et permis et en établir le coût, pour prescrire, comme condition à l'obtention d'un permis, qu'ils soient membres d'une association reconnue par la ville, pour déterminer les endroits où ceux-ci peuvent exercer leur activité, pour prescrire les espaces qu'ils peuvent occuper ainsi que pour prescrire les procédés de réalisation des oeuvres mises en vente ainsi que le nombre maximal d'exemplaires d'une même oeuvre; pour permettre à la ville de conclure des ententes avec toute personne ou organisme et autorisant telle personne ou organisme à appliquer en tout ou en partie tout règlement municipal concernant les artistes-peintres ou les portraitistes;

Marchandi- «210° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en
ses érotiques vente des marchandises à caractère érotique;

Salons de «211° Pour réglementer les salons de massages;

Imprimés «212° Pour réglementer l'étalage d'imprimés ou d'objets érotiques, notamment aux fins de la protection de la jeunesse. ».

1929, c. 95, «23. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 337,
a. 337a, aj. du suivant:

Personnes «337a. Pour prescrire, par règlement, les dispositions réglemen-
limitées dans taires applicables ou non applicables aux personnes limitées dans
certaines l'accomplissement d'activités normales et qui, de façon significative
activités et persistante, sont atteintes d'une déficience physique ou mentale ou
qui utilisent régulièrement une orthèse, une prothèse ou tout autre moyen
pour pallier à leur handicap. ».

1929, c. 95, «24. L'article 358 de cette charte, édicté par l'article 24 du chapitre
a. 358, 42 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Écuries com- «358. La ville est autorisée à construire, entretenir et administrer,
munautaires elle-même ou en collaboration avec toute personne ou organisme, avec
droit d'en réglementer l'usage, une ou plusieurs écuries
communautaires. Elle est de plus autorisée à prohiber la garde des
chevaux dans les endroits de la ville qu'elle détermine et elle peut obliger
les propriétaires ou gardiens de chevaux à héberger leurs bêtes dans
toute écurie communautaire construite à cette fin. ».

1929, c. 95, «25. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 361,
aa. 361a et des suivants:
361b, aj.

Ordures et «361a. Sous réserve des pouvoirs de la Communauté urbaine de
vidanges Québec, la ville peut réglementer la garde, le dépôt, l'entreposage, la
collecte, l'élimination et la disposition des ordures et des vidanges et
prescrire leur tri aux fins de leur collecte.

Inspecteurs

« **361b.** La ville peut affecter au contrôle de la réglementation sur les ordures et les vidanges les inspecteurs qu'elle juge nécessaires et, par règlement, définir leurs devoirs et pouvoirs. Ces inspecteurs sont autorisés, dans l'exercice de leurs fonctions, à inspecter tout immeuble. ».

1929, c. 95,
a. 383a, ab.

26. L'article 383a de cette charte, édicté par l'article 10 du chapitre 72 des lois de 1941, est abrogé.

1929, c. 95,
a. 389,
remp.

27. L'article 389 de cette charte est remplacé par le suivant:

Authenticité
d'une copie

« **389.** Toute copie d'un règlement, d'une résolution, d'une ordonnance du conseil ou du comité ou d'une compilation de ces documents, certifiée par le greffier de la ville, est réputée authentique jusqu'à preuve du contraire. ».

1929, c. 95,
a. 410a, aj.

28. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 410, du suivant:

Résistance à
un agent
spécial

« **410a.** Quiconque injurie ou menace, assaille, frappe un agent spécial ou lui résiste ou incite quelque personne à assaillir, frapper un agent spécial ou à lui résister dans l'exécution des fonctions qui lui sont imposées par la présente charte ou par toute autre loi ou par tout règlement de la ville, encourt, pour chaque infraction, sur condamnation, une amende n'excédant pas cinq cents dollars ou un emprisonnement n'excédant pas deux mois, ou les deux peines à la fois. ».

1929, c. 95,
a. 453,
remp.

29. L'article 453 de cette charte, modifié par l'article 7 du chapitre 96 des lois de 1960-1961, est remplacé par le suivant:

Imposition
d'une
réserve

« **453.** 1. Aucun permis de construction, d'amélioration ou d'addition, sauf pour réparation, ne peut être accordé pour un immeuble à compter de la date de la résolution du comité exécutif demandant au service approprié la préparation des documents nécessaires à l'imposition d'une réserve et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif demandant la préparation de ces documents et la date d'enregistrement de l'avis d'imposition de la réserve, cette période ne devant en aucun cas excéder cent soixante jours.

Refus d'un
permis lors
d'une expro-
priation

Aucun permis de construction, d'amélioration ou d'addition, sauf pour réparation, ne peut être accordé pour un immeuble à compter de la date de la résolution du comité exécutif demandant au service approprié la préparation des documents nécessaires à une expropriation et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif demandant la préparation de tels documents et la date de signification de l'avis d'expropriation, cette période ne devant en aucun cas excéder un an.

- Indemnité** Cependant, aux fins du premier et du deuxième alinéa, le Tribunal de l'expropriation peut accorder une indemnité de la façon prévue au titre III de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24).
- Acquisition à des fins municipales** 2. La ville est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble, partie d'immeuble, servitude ou droit réel immobilier dont elle a besoin pour des fins municipales.
- Expropriation** Elle peut aussi décréter l'expropriation des immeubles situés dans toute zone où les conditions d'hygiène ou l'état d'entretien des immeubles rendent nécessaires un réaménagement urbain. ».
- 1929, c. 95,
a. 453a,
mod. **30.** L'article 453a de cette charte, édicté par l'article 10 du chapitre 80 des lois de 1973 et modifié par l'article 32 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:
- Réserve foncière** « La ville est autorisée à constituer une réserve foncière ou d'habitation, à y verser les immeubles acquis en vertu du premier alinéa ainsi que ceux dont elle n'a plus besoin pour les fins originales pour lesquelles elle les avait acquis, les détenir, louer et administrer. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. ».
- 1929, c. 95,
a. 453b,
mod. **31.** L'article 453b de cette charte, édicté par l'article 33 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par le retranchement du cinquième alinéa.
- 1929, c. 95,
a. 453c,
ramp. **32.** L'article 453c de cette charte, édicté par l'article 33 du chapitre 42 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:
- Pouvoir relatif à la construction** « **453c.** La ville est autorisée à promouvoir la construction de bâtiments résidentiels, industriels ou commerciaux et à acquérir, rénover, restaurer, construire, vendre, louer ou administrer des immeubles résidentiels, industriels ou commerciaux.
- Corporation sans but lucratif** La ville est autorisée à demander la constitution d'une corporation sans but lucratif destinée à promouvoir la construction des immeubles visés au premier alinéa. ».
- 1929, c. 95,
a. 453f,
mod. **33.** L'article 453f de cette charte, édicté par l'article 33 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:
- Prêt et subventions** « La ville peut consentir aux corporations formées en vertu des articles 453b, 453c et 453d des prêts afin de leur permettre d'exercer leurs fonctions. Elle peut également, pour les mêmes fins, verser des subventions à ces organismes, faire remise des prêts consentis avant

le 12 juin 1984 ou cautionner les obligations contractées par ces organismes. Pour ces fins, la ville peut approprier une somme déterminée de son budget annuel, approprier toute subvention reçue ou emprunter par émission d'obligations ou autrement.

Agents de la
ville

Les corporations formées en vertu des articles 453*b*, 453*c* et 453*d* sont des agents de la ville qui peut leur confier, par résolution du conseil, des mandats précis à réaliser. Lorsque la réalisation de tels mandats a été ainsi confiée à ces organismes, ceux-ci ne peuvent outrepasser les mandats confiés ni exercer des activités non visées dans ces mandats, sans avoir obtenu une autorisation spécifique de la part du conseil. Tous les actes faits ou tous les gestes posés sans une telle autorisation sont nuls et de nul effet. ».

1929, c. 95,
a. 453*g*,
mod.

34. L'article 453*g* de cette charte, édicté par l'article 4 du chapitre 89 des lois de 1982, est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

Avis de
l'ouverture
d'un registre

« 4. Dès la réception de cette requête, le comité exécutif ordonne au greffier d'expédier, par poste recommandée ou certifiée, ou de faire signifier à tous les contribuables qui tiennent une place d'affaires dans le district et qui sont inscrits au rôle de valeur locative un avis les informant qu'un registre sera ouvert, à une date et en un lieu indiqués, afin de recevoir la signature de ceux qui s'opposent à la formation de la société. »;

2° par le remplacement du mot « personnes » à la première ligne des paragraphes 11 et 12 par le mot « contribuables »;

3° par l'addition, après le paragraphe 12, du suivant:

Contri-
buable

« 12*a*. Pour les fins de la tenue du registre et du scrutin, toute personne qui tient une place d'affaires dans le district est réputée être un contribuable bien que son nom n'apparaisse pas sur le rôle de valeur locative. Cette personne devra cependant, lors de la tenue du registre ou du scrutin, établir, à la satisfaction du greffier, qu'elle tient une place d'affaires et qu'elle devrait être inscrite, comme contribuable, sur le rôle de valeur locative. »;

4° par le remplacement des paragraphes 29, 30 et 31 par les suivants:

Cotisation
pour place
d'affaires

« 29. Les cotisations sont décrétées à l'endroit des contribuables qui tiennent une place d'affaires au cours de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé. Le contribuable qui commence à occuper ou qui cesse d'occuper une place d'affaires en cours d'année est tenu de payer la cotisation au prorata seulement de son occupation. Une

occupation survenant ou cessant après le premier jour d'un mois est réputée être une occupation survenant ou cessant le premier jour du mois suivant.

Acquisition
d'une place
d'affaires

«30. Un contribuable qui acquiert une place d'affaires dans le district d'une société, en cours d'exercice financier, devient membre et, dans le cas d'une place d'affaires existante, succède, sous réserve du paragraphe 29 quant à la cotisation, aux droits et obligations du contribuable précédent qui cesse alors d'être membre.

Nouveau
membre

«31. Le nouveau membre doit aviser par écrit le conseil d'administration de la société à l'effet qu'il représente désormais cette place d'affaires. Le nouveau membre succède, sous réserve du paragraphe 29 quant à la cotisation, aux droits et obligations du contribuable précédent même s'il n'a pas donné l'avis prévu au présent paragraphe. ».

1929, c. 95,
a. 457,
rempl.

35. L'article 457 de cette charte est remplacé par le suivant:

Dépense de
nature
capitale

«**457.** Lorsque la ville dispose des sommes nécessaires, toute acquisition d'immeubles, exécution de travaux ou opération entraînant une dépense de nature capitale peut être décidée et ordonnée par résolution du comité exécutif, si la dépense ne dépasse pas 50 000 \$, ou du conseil si la dépense est supérieure à cette somme. ».

1929, c. 95,
a. 489c, aj.

36. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 489b, du suivant:

Assurance
responsa-
bilité

«**489c.** La ville peut contracter une assurance de responsabilité au bénéfice de ses fonctionnaires et employés. Elle peut aussi contracter une assurance collective couvrant leur salaire en cas d'accident survenu dans l'exercice de leur fonction.

Participation
à l'assurance

Les membres du conseil, tant qu'ils demeurent en fonction, sont autorisés à participer, aux mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires et employés, à l'assurance de responsabilité et aux assurances collectives couvrant leur salaire.

Assurance
contractée
par la ville

Aucune personne ne peut être déclarée inhabile à remplir une fonction municipale pour la seule raison qu'elle est protégée, à titre de membre du conseil, par une assurance contractée par la ville en vertu du présent article. ».

1929, c. 95,
a. 539, mod.

37. L'article 539 de cette charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et modifié par l'article 16 du chapitre 97 des lois de 1974 et par l'article 1 du chapitre 86 des lois de 1975, est modifié:

1° par le remplacement, aux troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'expression « \$10,000 » par l'expression « 50 000 \$ »;

2° par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

Régie
interne

« La Commission peut, par résolution, adopter des règles de procédures et de régie interne, se constituer un comité exécutif et lui conférer les pouvoirs qu'elle détermine. Cette résolution n'a d'effet qu'à compter de son approbation par le conseil. ».

1929, c. 95,
aa. 544 et
544.1, aj.

38. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 543, des suivants:

Événements
spéciaux

« **544.** Pendant la durée d'événements spéciaux, dont l'impact est susceptible d'affecter la paix, le bon ordre, le confort, le bien-être et la sécurité de la ville ou de ses citoyens, le conseil peut, par résolution, suspendre l'application de tout règlement, partie de règlement ou ordonnance, ou édicter des normes temporaires particulières en des matières pour lesquelles il peut réglementer, dans les secteurs et aux conditions qu'il détermine.

Droits pré-
servés

L'exercice d'un droit pendant la suspension de l'application de tout règlement, partie de règlement ou ordonnance ou l'édition de normes temporaires n'a pas pour effet de créer des droits acquis ou d'affecter ceux existant.

Entrée en
vigueur

Cette suspension ou ces normes entrent en vigueur le jour de la publication d'un avis dans un journal de langue française de la ville en spécifiant l'objet et la date à laquelle elles ont été édictées.

Durée

« **544.1** Le pouvoir prévu à l'article 544 ne peut être exercé après le 30 septembre 1984. ».

1929, c. 95,
a. 545, mod.

39. L'article 545 de cette charte, édicté par l'article 17 du chapitre 97 des lois de 1974 et modifié par l'article 85 du chapitre 7 des lois de 1978 et par l'article 40 du chapitre 42 des lois de 1980, est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

Remisage
des
véhicules

« **545.** La ville peut construire, acquérir ou autrement établir, exploiter et administrer des garages pour le remisage des véhicules automobiles ainsi que des parcs de stationnement hors rues, sous la surface des rues, ruelles, parcs et places publiques et en permettre l'usage au public ou en louer les espaces, de façon exclusive, à certaines personnes.

Circulation
et station-
nement

Elle peut réglementer ou prohiber la circulation ou le stationnement des véhicules aux endroits qu'elle détermine dans les rues, ruelles, places publiques ou sur tous terrains publics ou privés qui lui appartiennent ou dont elle a l'usage ou la possession, y compris ceux situés en dehors

de ses limites territoriales utilisés pour son service d'aqueduc, ainsi que dans ses garages ou parcs de stationnement où le public a accès. Ce règlement peut établir un tarif des prix exigibles et la manière de percevoir les montants ainsi fixés pour le stationnement des véhicules dans certains de ces endroits. La ville peut aussi limiter le stationnement à certaines catégories de véhicules. ».

1929, c. 95,
aa. 545c et
545d, aj.

40. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 545b, des suivants:

Stationnement interdit

« **545c.** La ville peut réglementer pour interdire aux conducteurs de véhicules de stationner ou de laisser leurs véhicules sur un terrain privé résidentiel sans l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain ou sur un terrain appartenant à la ville ou à l'un de ses organismes, mandataires ou agents, lorsque le stationnement public n'y est pas autorisé; prévoir le remorquage et le remisage de ces véhicules, aux frais de leurs propriétaires; exiger au préalable la dénonciation écrite de l'infraction par le propriétaire ou l'occupant du terrain ou leur représentant.

Enseignes

« **545d.** La ville est autorisée à décréter, par règlement, qu'à l'occasion d'une opération de déneigement, le directeur du service de police ou tout autre fonctionnaire déterminé dans le règlement peut défendre le stationnement sur certaines rues ou partie de rues. À cette fin, il doit installer sur la rue, avant le début des opérations, dans le délai prescrit par le règlement, des enseignes à cet effet.

Remorquage

Lorsque le stationnement est ainsi interdit, tout constable peut faire remorquer ou déplacer les véhicules stationnés en contravention de cette interdiction à tout endroit qu'il détermine, même sur d'autres rues ou à un autre endroit sur la même rue.

Frais

La ville peut fixer par règlement le tarif des frais de tout déplacement ou remorquage des véhicules ainsi stationnés. Lorsqu'un véhicule est déplacé sur une autre rue ou à un autre endroit sur la même rue, l'amende prévue pour l'infraction est majorée du montant prescrit des frais de déplacement ou de remorquage.

Inscription au billet

Ces frais de déplacement ou de remorquage du véhicule sont ajoutés à la pénalité prévue pour l'infraction au règlement et inscrit au billet de contravention. ».

1929, c. 95,
a. 546a,
mod.

41. L'article 546a de cette charte, remplacé par l'article 48 du chapitre 68 des lois de 1970 et modifié par l'article 18 du chapitre 97 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du paragraphe 6 par les suivants:

Cautionnement

« 6. Si l'agent de la paix a des motifs raisonnables de croire que le contrevenant se soustraira à la justice, il peut exiger du contrevenant un cautionnement égal au montant de l'amende minimum prévue.

Remisage

Si le contrevenant refuse ou ne peut fournir le cautionnement, l'agent de la paix peut faire remiser le véhicule jusqu'à ce qu'un juge ou le tribunal, sur requête du contrevenant ou de l'agent, en autorise la remise avec ou sans cautionnement. Cette requête est instruite et jugée d'urgence.

Reprise de possession

Toutefois, dès que le montant de l'amende minimum prévue pour l'infraction reprochée ainsi que celui des frais occasionnés, y compris ceux du remorquage et du remisage du véhicule, ont été payés, le contrevenant est autorisé à reprendre possession du véhicule.

Transmission au greffier

Le cautionnement doit être transmis au greffier du tribunal en même temps que la copie du billet d'assignation.

Contenu

« 7. Le billet d'assignation consiste en un document préparé en triplicata, sous la signature de l'agent qui a constaté une infraction et qui a intercepté le véhicule. Il doit contenir:

- a) les nom, prénoms, date de naissance et adresse du contrevenant;
- b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;
- c) la marque, le modèle et le numéro d'identification du véhicule;
- d) le montant de l'amende minimum et, le cas échéant, le nombre de point d'inaptitude qu'entraîne une condamnation;
- e) s'il y a lieu, le montant du cautionnement fourni par le contrevenant; et
- f) un ordre au contrevenant de comparaître devant la Cour municipale à l'heure et à la date indiquée sur ce billet par l'agent. ».

1929, c. 95,
a. 546b,
mod.

42. L'article 546b de cette charte, remplacé par l'article 49 du chapitre 68 des lois de 1970 et modifié par l'article 19 du chapitre 97 des lois de 1974, est modifié:

1° par le remplacement, au dernier alinéa, des mots « au Bureau des véhicules automobiles » par les mots « à la Régie de l'assurance automobile du Québec »; et

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

Renseignements transmis électroniquement

« Dans tout procès relatif à une poursuite intentée devant la Cour municipale ou l'un de ses juges pour une infraction à un règlement de la ville relatif à la circulation ou à l'usage d'un véhicule automobile

ou de ses accessoires ou pour toute infraction au Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) ou à la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) ou à un règlement établi en vertu de ces lois, la production d'un document contenant un renseignement transmis électroniquement par la Régie de l'assurance automobile du Québec à l'effet que la personne poursuivie est propriétaire du véhicule dont le numéro d'immatriculation apparaît à la dénonciation, au billet d'assignation ou à la sommation constitue une preuve de ce fait en l'absence de toute preuve contraire.

Admissibilité
en preuve

Pour être admissible en preuve, il suffit que ce document porte une attestation d'un employé de la ville à l'effet qu'il émane de la Régie de l'assurance automobile du Québec. ».

1929, c. 95,
a. 546d,
remp.

43. L'article 546d de cette charte, remplacé par l'article 20 du chapitre 97 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Agent
spécial

« **546d.** Le conseil peut, par règlement, créer la fonction d'agent spécial pour les fins de l'article 546a dans les cas de violation d'un règlement relatif au stationnement.

Immunités

Dans l'exercice de leurs fonctions et pour les fins seulement du premier alinéa, ces agents spéciaux jouissent de tous les pouvoirs et immunités des constables ou agents de la paix de la ville.

Serment

Ils doivent, avant d'entrer en fonction, prêter serment devant un juge de la Cour municipale de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge.

Fonctions

Le conseil peut aussi leur confier par règlement la fonction de constater si sont appliqués les règlements autres que ceux concernant la circulation, la paix, l'ordre public, la décence et les bonnes moeurs. ».

1929, c. 95,
a. 546e, aj.

44. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 546d, du suivant:

Brigadiers
scolaires

« **546e.** Le comité exécutif peut nommer des brigadiers pour veiller, dans le voisinage des écoles, des parcs ou des terrains de jeux, à la sécurité des enfants qui doivent traverser la voie publique pour se rendre à ces endroits ou s'en retourner chez eux.

Pouvoirs

Dans l'exercice de leurs fonctions, les brigadiers ainsi nommés ont le pouvoir d'arrêter et de diriger la circulation des piétons et des véhicules. ».

1929, c. 95,
a. 548, mod.

45. L'article 548 de cette charte, remplacé par l'article 75 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 21 du chapitre 97 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Approbation
de la com-
mission

« **548.** La commission a juridiction sur le territoire situé dans les limites de la ville et, dans ce territoire, aucune nouvelle rue ne doit être ouverte ni aucune opération cadastrale ne doit être faite avant qu'un plan indiquant la localisation de cette nouvelle rue, sa largeur et sa direction, ou les dimensions des lots créés ou modifiés par cette opération cadastrale, avec les tenants et aboutissants, n'aient été soumis à la commission pour approbation. Aucun permis pour la construction, la réparation, la transformation ou la démolition d'immeubles situés dans la ville ne peut être délivré sans l'approbation préalable de la commission. ».

1929, c. 95,
a. 548a, aj.

46. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 548, du suivant:

Affiches et
panneaux-
réclame

« **548a.** La Commission d'urbanisme et de conservation de Québec contrôle l'apparence des affiches, des panneaux-réclame, des enseignes, de leur structure de support et des constructions et structures mentionnées au paragraphe 43° b de l'article 336 ainsi que l'impact de leur installation sur l'apparence architecturale des bâtiments. À cette fin et sous réserve de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4), aucun permis pour la construction, l'installation ou la modification d'une affiche, d'un panneau-réclame, d'une enseigne, de leur structure de support ou des constructions et structures mentionnées au paragraphe 43° b de l'article 336 ne peut être délivré sans l'approbation préalable de la commission qui peut refuser de donner son approbation malgré tout règlement concernant la construction, l'installation, le maintien, la modification ou l'entretien des affiches, des panneaux-réclame, des enseignes, de leur structure de support ou des constructions et structures mentionnées au paragraphe 43° b de l'article 336. ».

1929, c. 95,
a. 548e,
mod.

47. L'article 548e de cette charte, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1973 et modifié par l'article 22 du chapitre 54 des lois de 1976, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Usage com-
mun d'espaces
récréatifs

« Cependant, plusieurs bâtiments destinés à l'habitation, avec usage commun pour les résidents de certains espaces récréatifs, des aires de stationnement ou d'équipements communautaires, formant un projet d'ensemble, peuvent être érigés sur un même lot. Après le début des travaux, toute subdivision ou aliénation d'une partie de ce lot est nulle, sauf si la ville y a consenti par résolution du comité exécutif, à l'exception toutefois des subdivisions faites en vue de l'enregistrement d'une déclaration de copropriété sur la totalité du projet d'ensemble ou des aliénations faites à la suite de l'enregistrement de cette déclaration de copropriété. ».

1929, c. 95,
a. 567,
remp.

48. L'article 567 de cette charte, remplacé par l'article 20 du chapitre 47 des lois de 1944, est remplacé par le suivant:

Juge municipal suppléant « **567.** Le gouvernement peut, à la demande du conseil, nommer, pour le temps qu'il détermine, un juge municipal suppléant qui doit être un avocat inscrit au Barreau du Québec ayant au moins dix ans de pratique. L'acceptation de cette charge et l'exercice de cette fonction ne rendent pas le juge municipal suppléant ainsi nommé inhabile à exercer sa profession devant une cour de justice autre que la Cour municipale, malgré toute loi ou tout règlement à ce contraire. »

Traitement Le traitement de ce juge municipal suppléant est fixé par résolution du conseil et est payé par la ville. ».

1929, c. 95, a. 579, ab. **49.** L'article 579 de cette charte est abrogé.

1929, c. 95, a. 590, ab. **50.** L'article 590 de cette charte est abrogé.

1929, c. 95, a. 599, ab. **51.** L'article 599 de cette charte est abrogé.

1929, c. 95, a. 608b, aj. **52.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 608a, du suivant:

Calcul de l'amende « **608b.** Le conseil peut, par règlement, prévoir que si le contrevenant à un règlement qu'il spécifie est une corporation, l'amende qui peut être imposée comme peine par un juge pour l'infraction doit, dans le cas d'une peine minimum, être le double du montant de cette peine et peut, dans le cas d'une peine maximum, être le double du montant de cette peine. ».

1929, c. 95, a. 629, remp. **53.** L'article 629 de cette charte, remplacé par l'article 12 du chapitre 72 des lois de 1941, est remplacé par le suivant:

Propriétaire inconnu « **629.** Lorsque le propriétaire d'un immeuble situé dans la ville et affecté au privilège de la ville pour cotisations ou taxes est inconnu, incertain ou introuvable, la ville peut s'adresser à la Cour municipale, par simple requête, pour obtenir la vente de cet immeuble par le shérif; à cette fin, les articles 798 à 804 du Code de procédure civile s'appliquent, en les adaptant, à cette cour qui a tous les pouvoirs conférés à la Cour supérieure par ces articles. ».

1929, c. 95, a. 632a, remp. **54.** L'article 632a de cette charte, édicté par l'article 23 du chapitre 111 des lois de 1935, est remplacé par le suivant:

Défaut de détenir un permis « **632a.** Le conseil peut fixer, pour sanctionner le défaut de détenir un permis ou une licence exigible en vertu d'un règlement, une amende au moins égale au coût du permis ou de la licence. Le conseil peut également, malgré les dispositions de l'article 394, fixer l'amende au coût du permis ou de la licence, lorsque celui-ci dépasse 500 \$.

Permis obligatoire L'imposition d'une amende au contrevenant ne le dispense pas de l'obligation de se procurer un permis ou une licence, s'il y a lieu. ».

1929, c. 95,
a. 634, mod.

55. L'article 634 de cette charte, remplacé par l'article 23 du chapitre 97 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Condamna-
tion par
erreur

« Toutefois, dans le cas d'une infraction de stationnement ou de circulation, lorsque, par erreur, une personne a reçu un billet, a été poursuivie, a été condamnée ou a payé une somme ou que des procédures ont été prises subséquemment au paiement de la somme due, sur un affidavit à cet effet signé personnellement par le directeur du service de police ou celui du service compétent ou l'un des officiers ou assistants qu'ils autorisent respectivement par écrit à cet effet et déposé à la Cour municipale, les procédures, jugements et dettes sont annulés à compter de la date de ce dépôt et, le cas échéant, cette Cour ou un de ses juges doivent en prendre acte et le directeur du service compétent doit rayer le compte et en faire remise. L'affidavit délivré par un directeur de service ou par son représentant ne peut valoir qu'à l'égard d'un billet ou d'une procédure découlant d'infraction constatée par un membre de ce service. ».

1929, c. 95,
aa. 642a à
642e, aj.

56. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 642, des suivants :

Parties à
l'infraction

« **642a.** Lorsqu'une infraction à une disposition de la présente charte ou d'un règlement de la ville est commise par une corporation, une association, une société ou un club, même si sa raison sociale n'est pas enregistrée, son président, son gérant ou son agent, ainsi que toute personne ayant, au moment de l'infraction, la charge, la conduite ou la surveillance de l'immeuble, du local ou du véhicule à l'égard duquel l'infraction est commise, sont parties à l'infraction si elles ont ordonné, autorisé ou conseillé la commission de cette infraction ou l'ont tolérée.

Signification
d'une pro-
cédure

« **642b.** Malgré l'article 588, la signification de toute pièce de procédure émise par la Cour municipale, un juge ou le greffier s'effectue par la remise d'une copie de cette pièce par un huissier à son destinataire, où qu'il se trouve, à une personne raisonnable habitant sa résidence ou ayant la garde de sa place d'affaires.

Mode

Une telle signification peut également être effectuée par envoi postal de la copie de cette pièce de procédure, sous pli recommandé ou certifié avec avis de réception ou de livraison.

Présomption

La signification est réputée avoir été faite à la date où a été signé l'avis de réception ou de livraison.

Autre mode
de signifi-
cation

Lorsque la signification ne peut s'effectuer d'aucune de ces manières, le juge peut, sur rapport du huissier à qui elle est confiée ou sur rapport du greffier de la cour, prescrire tout autre mode de signification qu'il considère convenable.

Preuve de
qualité

« **642c.** Dans toute poursuite de nature civile ou pénale, l'allégation à l'effet que le défendeur est propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble, qu'il est une corporation, une association, une société ou un club ou le président, le gérant ou l'agent de tels organismes, constitue, en l'absence de toute preuve contraire, une preuve suffisante de cette qualité.

Pouvoirs du
juge en chef
de la Cour
municipale

« **642d.** En outre de ce qui est prévu à l'article 633, le juge en chef de la Cour municipale peut, sur requête motivée du directeur du service de police, du directeur du service compétent ou du greffier de la Cour municipale, autorisée par le comité exécutif, annuler:

1. la partie non perçue de l'amende et des frais encourus pour son recouvrement ainsi que le mandat d'emprisonnement émis à cette fin, lorsqu'il s'avère impossible ou futile d'en poursuivre l'exécution;

2. tout mandat d'emprisonnement ou bref de saisie-exécution émis par le greffier ou un juge municipal, relatif à une infraction à un règlement municipal ou à une loi du Québec, lorsqu'il a été impossible de l'exécuter durant les cinq ans écoulés depuis la date d'émission du mandat ou du bref.

Défaut de
comparaître
ou de plaider

« **642e.** Dans toute action en réclamation de deniers dus à la ville, lorsque le défendeur a fait défaut de comparaître ou de plaider, le juge ou le greffier sous l'autorité du juge en chef peut rendre jugement sur la vue d'un affidavit attestant que le montant réclamé est dû par le défendeur à la ville. ».

1929, c. 95,
a. 645, ab.

57. L'article 645 de cette charte est abrogé.

1929, c. 95,
mot remp.

58. Cette charte est modifiée par le remplacement aux articles 159*b*, 173*a*, 173*b*, aux paragraphes 15°, 21°, 22° et 25° de l'article 185 ainsi qu'à l'article 539, du mot « gérant » par les mots « directeur général ».

1929, c. 95,
mots remp.

59. Cette charte est modifiée:

1° par le remplacement, au paragraphe 112° de l'article 336, des mots « dans au moins deux journaux, l'un publié en langue française et l'autre en langue anglaise » par les mots « dans un journal de langue française »;

2° par le remplacement, au deuxième alinéa du paragraphe 178° de l'article 336, des mots « dans les journaux publiés en langue française et en langue anglaise » par les mots « dans un journal de langue française »;

3° par le remplacement, au deuxième alinéa de l'article 388*a*, des mots « et un de langue anglaise publiés » par le mot « publié ».

1929, c. 95,
mots remp.

60. Cette charte est modifiée:

1° par le remplacement, au paragraphe 5° de l'article 336 ainsi qu'aux articles 452 et 490, des mots « de l'ingénieur de la cité » par les mots « du directeur du service compétent »;

2° par le remplacement, au paragraphe 130° de l'article 336, des mots « à l'ingénieur de la ville » par les mots « au directeur du service compétent » et des mots « de l'ingénieur de la ville » par les mots « du directeur du service compétent »;

3° par le remplacement, aux articles 352, 353, 354, 415, 432, 445, 454 et 548 c, des mots « l'ingénieur de la cité » par les mots « le directeur du service compétent »;

4° par le remplacement, à l'article 442, des mots « à l'ingénieur de la cité » par les mots « au directeur du service compétent »;

5° par le remplacement, à l'article 448, des mots « les ingénieurs de la cité » par les mots « le directeur du service compétent »;

6° par le remplacement, à l'article 415, du mot « l'ingénieur » par les mots « le directeur ».

1948, c. 51,
a. 7, ab.

61. L'article 7 du chapitre 51 des lois de 1948 est abrogé.

Contrat
ratifié

62. Le contrat intervenu le 19 novembre 1976 entre la ville de Québec et Jean-Marc Papillon, devant le notaire Paul Larue, sous le numéro 5144 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec le 13 décembre 1976, sous le numéro 859 118, est ratifié.

Contrat
ratifié

63. Le contrat intervenu le 23 décembre 1976 entre la ville de Québec et Roland Lamonde, devant le même notaire, sous le numéro 5170 de ses minutes et enregistré au même bureau le 21 avril 1977, sous le numéro 869 674, est ratifié.

Contrat
ratifié

64. Le contrat intervenu le 3 août 1976 entre la ville de Québec et Henrine Clavet, devant le même notaire, sous le numéro 5090 de ses minutes et enregistré au même bureau le 29 octobre 1976, sous le numéro 855 136, est ratifié.

Contrat
ratifié

65. Le contrat intervenu le 29 septembre 1972 entre la ville de Québec et Simone Mailly, devant le même notaire, sous le numéro 4423 de ses minutes et enregistré au même bureau le 30 novembre 1972, sous le numéro 735 038, est ratifié.

Contrat
ratifié

66. Le contrat intervenu le 6 mai 1977 entre la ville de Québec et Armand Jacques, devant le même notaire, sous le numéro 5208 de

ses minutes et enregistré au même bureau le 21 octobre 1977, sous le numéro 891 981, est ratifié.

Contrat
ratifié

67. Le contrat intervenu le 15 septembre 1976 entre la ville de Québec et Germaine DeBlois, devant le même notaire, sous le numéro 5103 de ses minutes et enregistré au même bureau le 12 novembre 1976, sous le numéro 856 460, est ratifié.

Contrat
ratifié

68. Le contrat intervenu le 19 août 1977 entre la ville de Québec et Carméline Fortin, devant le même notaire, sous le numéro 5260 de ses minutes et enregistré au même bureau le 21 octobre 1977, sous le numéro 891 982, est ratifié.

Contrat
ratifié

69. Le contrat intervenu le 24 octobre 1974 entre la ville de Québec et Gemma Cloutier-Savard, devant le même notaire, sous le numéro 4770 de ses minutes et enregistré au même bureau le 26 novembre 1974, sous le numéro 794 912, est ratifié.

Contrat
ratifié

70. Le contrat intervenu le 23 février 1976 entre la ville de Québec et Paul Andrews, devant le même notaire, sous le numéro 5018 de ses minutes et enregistré au même bureau le 27 avril 1976, sous le numéro 835 463, est ratifié.

Contrat
ratifié

71. Le contrat intervenu le 21 décembre 1976 entre la ville de Québec et Napoléon Giroux, devant le même notaire, sous le numéro 5166 de ses minutes et enregistré au même bureau le 19 avril 1977, sous le numéro 869 353, est ratifié.

Contrat
ratifié

72. Le contrat intervenu le 2 mars 1976 entre la ville de Québec et Yvon Gingras, devant le même notaire, sous le numéro 5024 de ses minutes et enregistré au même bureau le 8 juin 1976, sous le numéro 839 980, est ratifié.

Contrat
ratifié

73. Le contrat intervenu le 25 octobre 1977 entre la ville de Québec et Raymond Tanguay, devant le même notaire, sous le numéro 5293 de ses minutes et enregistré au même bureau le 25 juillet 1978, sous le numéro 920 919, est ratifié.

Contrat
ratifié

74. Le contrat intervenu le 18 décembre 1974 entre la ville de Québec et Pauline Cauchon, Paul Cauchon et Lucien Cauchon, devant le même notaire, sous le numéro 4801 de ses minutes et enregistré au même bureau le 20 février 1975, sous le numéro 799 733, est ratifié.

Vice du titre

75. Le seul vice de titre couvert par les articles 62 à 74 consiste dans le fait que les représentants de la ville de Québec ont signé les actes mentionnés avant que la ville n'ait obtenu toutes les approbations ou autorisations requises.

Enregis-
trement

Le greffier de la ville fait enregistrer, par dépôt, au bureau de la division d'enregistrement de Québec, les articles 62 à 75 de la présente loi. Le registrateur de la division d'enregistrement de Québec inscrit en marge des actes ratifiés par les articles 62 à 74 la mention « ratifié par les dispositions législatives enregistrées sous le numéro... ».

Complexe
immobilier
Place
Québec

76. Aucune disposition d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction adoptée après le 12 juin 1984 ayant pour but de permettre l'addition au complexe immobilier connu sous le nom de Place Québec, tel qu'existant le 12 juin 1984, d'une phase III pouvant avoir une superficie d'au plus 32 515 mètres carrés au dessus du niveau 240.5 du complexe immobilier, et d'une phase IV pouvant avoir une superficie d'au plus 13 935 mètres carrés et ce, sans qu'il soit nécessaire d'aménager des places de stationnement additionnelles à celles existantes le 12 juin 1984, ne peut être modifiée avant le 1^{er} septembre 2067 de façon à prohiber la réalisation des phases III et IV ci-haut décrites ou pour exiger l'aménagement de cases de stationnement additionnelles à celles existantes le 12 juin 1984.

Transport
durant l'été
1984

77. Le conseil est autorisé à adopter, par résolution, un plan d'action pour prévenir ou remédier aux inconvénients prévus en matière de circulation et de transport à l'occasion des événements devant avoir lieu durant l'été 1984 notamment ceux entourant la célébration du 450^e anniversaire de la venue de Jacques Cartier au Canada et la visite du Pape.

Plan d'action

Ce plan d'action peut prévoir la fermeture totale ou partielle de certaines rues ou parties de rues à la circulation des véhicules ou de certaines catégories d'entre-eux, l'établissement d'un système de contrôle de l'accès à ces rues ou parties de rues, l'établissement de débarcadères pour les personnes et les marchandises, l'établissement de voies réservées à la circulation piétonnière ou de pistes cyclables, l'établissement de critères de sélection afin de donner accès à ces rues ou parties de rues à certaines catégories de personnes, sous réserve de l'article 394, l'imposition d'amendes pour les dérogations aux dispositions du plan d'action ainsi que toute autre mesure jugée nécessaire pour prévenir ou remédier aux inconvénients prévus en matière de circulation et de transport.

Délégation
d'autorité

Le conseil peut également déléguer à la personne qu'il désigne l'autorité requise pour mettre en oeuvre les divers éléments du plan d'action dans les secteurs de la ville et suivant un horaire que celui-ci détermine en fonction des prévisions d'affluence, de l'horaire des activités et des caractéristiques habituelles de la circulation.

Hôtellerie à
bord d'un
navire

78. Toute personne qui exploite un service d'hôtellerie à bord d'un navire amarré ou ancré à l'intérieur des limites de la ville de Québec

et qui offre ce service, même de façon discontinue, entre le 15 juin et le 15 septembre 1984, à des personnes autres que des passagers effectuant un voyage ou une croisière à son bord, doit payer à la ville de Québec, pour tenir lieu de taxes foncières et d'affaires, un montant de 345 \$ pour chaque chambre offerte en location pendant toute ou partie de cette période.

Taxe
exigible

Cette somme est exigible le septième jour suivant l'arrivée du navire à l'intérieur des limites de la ville et doit être acquittée malgré toute contestation. Si la somme due n'est pas payée à cette date, la ville peut faire saisir avant jugement les biens du débiteur au moyen d'un bref émanant de la Cour municipale.

Effet
d'exception

79. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

80. La présente loi entre en vigueur le 12 juin 1984.